



Etats des droits de la LDH:

C'est un dossier peu banal qu'*Hommes & Libertés* présente dans cette livraison. Peu banal car il se construit autour d'un travail de récapitulation des analyses que la LDH a fourni ces quatre dernières années autour des droits de l'Homme. En effet, au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, notre association décide de contribuer à un travail de refondation civique et politique. Fidèle à son histoire et sa mission, elle souhaite, à partir des droits et, plus exactement, d'un Etat des droits de l'Homme, donner la mesure de leur dégradation et éclairer les alternatives possibles. Ainsi, de 2007 à 2011, la LDH produit-elle successivement, avec la complicité éditoriale de *La Découverte*, « Une démocratie asphyxiée », « Une société de surveillance », « La justice bafouée », « La république défigurée »... Loin de tout catastrophisme systématique, chacune de ces livraisons s'attache – au-delà de la dénonciation – à analyser la nature des périls, en analysant la mécanique des contre-réformes sarkoziennes, leurs ressorts idéologiques, sociologiques et politiques.

Cette approche, qui privilégie l'analyse sur la réactivité, permet de prendre une saine distance avec l'agitation, aussi spectaculaire que brouillonne, du culte de la « rupture » qu'affectionne le nouveau président de la

République. Elle pose que sans lucidité partagée, il sera difficile d'échapper aux logiques sous-jacentes à l'œuvre, d'échapper aux logiques « décomplexées » portées par une droite avide d'appliquer à la France les thérapies de choc néolibérales et néopopulistes qui ont déjà, en Europe et un peu partout dans le monde, fait la démonstration de leur nuisance.

Pour mener ce travail, la LDH adopte six angles d'analyse, qu'elle privilégie en renonçant à une exhaustivité trop lourde. Il s'agit de la démocratie, sur laquelle elle porte un diagnostic d'asphyxie, de la tendance lourde au sécuritaire, du contrôle social accru, des dérives xénophobes – dont elle pressent qu'elles conduiront à une xénophobie d'Etat –, de la casse sociale, qui accompagne le délitement des solidarités, enfin, d'une politique extérieure tout entière vouée à une *real politik* renonçant aux apparences pour s'assumer dénuée de tout principe.

L'entreprise présente un double risque. D'une part, celui de la caricature, d'un lamento infini et nostalgique, sorte de célébration non assumée d'un « âge d'or » républicain; d'autre part, celui de s'enfermer dans une dénonciation de principe, systématique et intangible. A parcourir ces quatre volumes, on se convainc qu'il n'en est rien. C'est au contraire à une invitation permanente à

Chacune des livraisons de *L'Etat des droits de l'Homme en France* replace les analyses de la LDH dans une vision politique vérifiée par l'évolution du réel. Parce qu'elle s'inscrit dans le temps, elle y résiste. Et n'est-ce pas de résistance dont il est ici question ?

visions de citoyenneté

remettre les pendules de la République à l'heure que le lecteur est invité. Autrement dit, à mettre en regard les discours et les politiques effectives, à ne pas opposer les droits sociaux aux libertés civiles, à ne pas se laisser piéger dans un donnant-donnant de droits contre des devoirs, ou dans des errances essentialistes.

Ce passage au marbre de notre démocratie permet de vérifier qu'il existe bien des tendances lourdes, qui ne sont pas bonnes, et des politiques – pas meilleures, est-il besoin de le préciser – qui s'attachent à les mettre en musique légale. Il permet également d'en mesurer et la dangerosité, et les limites.

De ce point de vue, cette vision récapitulative, loin d'exprimer une sorte de complexe de Cassandre, replace les analyses de la LDH dans une vision politique vérifiée par l'évolution du réel, par les décisions politiques des gouvernants. Parce qu'elle s'inscrit dans le temps, elle y résiste. Et n'est-ce pas de résistance dont il est ici question ?

De fait, si ce constat ne visait qu'à légitimer une quelconque autosatisfaction, il serait évidemment sans grand intérêt, voire pathétique. Notre ambition, en mettant à disposition des lecteurs d'*H&L* ces extraits significatifs d'une analyse, est de donner la mesure de l'apport

intellectuel et militant de la LDH. Car ces analyses successives se sont toujours – bon an, mal an – articulées à un vécu social, à des mobilisations singulières; on pense ici au mouvement de protestation contre Edvige, à la grève historique des travailleurs sans papiers, à la mise en pratique solidaire du droit à l'éducation pour tous par RESF, aux manifestations contre le projet de réforme des retraites du gouvernement. Parce que tous ces mouvements ont l'égalité au cœur, qu'ils stigmatisent l'injustice sociale et politique, ils pèsent sur « l'état des droits », en inscrivant le conflit dans la sphère démocratique.

C'est dans ce contexte tendu, qui peut accoucher du pire comme du meilleur, que la LDH veut contribuer à rendre plus fécond le débat politique qu'elle mène avec l'opinion publique, avec les citoyennes et citoyens qui vivent en France. A une année de la consultation présidentielle, elle entend ainsi contribuer à l'émergence de politiques et de choix alternatifs, structurés autour des droits fondamentaux, de la solidarité, de la liberté, du bien-être social. Autrement dit, à formuler un « nouveau Pacte pour la citoyenneté ». Affaire à suivre.

Pierre Tartakowsky,
rédacteur en chef d'*H&L*

Ce dossier a été réalisé par
Pierre Tartakowsky,
Dominique Guibert,
Françoise Dumont
et Florence Colas.